

Evolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Date de la contribution : 18/05/2023

Comme le SIPPEREC a pu l'exposer, notamment dans son courrier du 3 mars 2023 adressé à la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), le Syndicat considère que l'on ne peut traiter indistinctement les usagers non équipés de LINKY.

En effet, parmi ces derniers, il convient de distinguer ceux qui s'opposent à l'installation du nouveau compteur, de ceux qui n'ont pas été touchés par le déploiement massif ou pour lesquels l'installation de LINKY nécessite des travaux sur leur branchement non encore réalisés par Enedis. Cette seconde catégorie ne s'oppose nullement à l'installation de LINKY.

Si le SIPPEREC approuve l'ajustement du niveau de prix des prestations annexes du concessionnaire gestionnaire du réseau de distribution au coût effectif, notamment compte tenu des possibilités de télé opérations, cet ajustement doit bénéficier à l'ensemble des usagers qui ne se sont pas opposés à l'installation de LINKY.

Lorsqu'un site n'est pas équipé d'un compteur communiquant et qu'il n'y a aucune opposition à son installation, Enedis doit installer LINKY et *la demande de réalisation d'une prestation particulière est l'occasion d'un contact entre l'utilisateur et le concessionnaire suscitant une prise de rendez-vous pour l'installation du compteur dans les sites non encore équipés.*

Le SIPPEREC considère que facturer les prestations aux usagers non équipés de LINKY sans qu'ils s'y soient opposés ne peut que nuire au développement le plus complet possible du nouveau compteur : Enedis aurait en effet moins intérêt à installer LINKY, surtout si des travaux sur les ouvrages de branchement sont à réaliser, puisque l'utilisateur ne créera aucun manque à gagner pour le concessionnaire qui pourra facturer des prestations annexes plus élevées.

Seuls les usagers s'opposant fermement à l'installation de LINKY devraient se voir facturer des prestations à des prix plus élevés assumant ainsi leur refus du compteur communiquant.

Cette analyse du SIPPEREC constitue le fil conducteur des réponses à la consultation détaillées ci-après.